POUR DIFFUSION IMMÉDIATE l'échec

L'échec de la COP31 révèle un manque de volonté politique à l'échelle mondiale ; l'Afrique exige un financement concret et une responsabilisation concernant les combustibles fossiles en amont de la COP32 à Addis-Abeba

ANTALYA, Turquie (22 novembre 2026) — L'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) exprime sa profonde consternation face à l'échec diplomatique survenu aujourd'hui à la clôture de la 31e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP31) à Antalya, tout en affirmant que rejeter un texte creux et favorable aux énergies fossiles vaut bien mieux que d'approuver sans discussion une trahison des communautés les plus vulnérables de la planète.

Après près de 44 heures de négociations prolongées, le plus long sommet des Nations unies sur le climat de l'histoire s'est enlisé dans une impasse dimanche après-midi, les États ayant officiellement rejeté l'accord final proposé par la présidence. Le texte rejeté supprimait les engagements explicites en faveur d'une transition vers l'abandon des énergies fossiles, mettait en avant des technologies de capture du carbone à l'échelle de la gigatonne dont l'efficacité n'est pas prouvée, supprimait le seuil annuel concret de 120 milliards de dollars pour le financement de l'adaptation et ne parvenait pas à mettre en place un mécanisme de transition juste, financé et permanent.

« Ce qui s'est effondré aujourd'hui lors de la séance plénière à Antalya, c'est une tentative des grands émetteurs historiques et des intérêts liés aux énergies fossiles de forcer les pays en développement à accepter une coquille vide », a déclaré le Dr Mithika Mwenda, directeur exécutif de PACJA. *« On ne peut pas supprimer les engagements en faveur de la sortie progressive des énergies fossiles, refuser de fixer un seuil minimal d'un dollar pour le financement de l'adaptation, réduire le Mécanisme de transition juste à un simple forum de discussion sans pouvoir, et s'attendre à ce que les communautés les plus exposées en Afrique applaudissent. Si l'échec des négociations constitue un constat d'échec amer pour la diplomatie climatique mondiale, le rejet d'un accord rétrograde permet d'éviter un dangereux pas en arrière.* »

Une trahison des communautés de première ligne

Tout au long de ces deux semaines à Antalya, la société civile africaine, aux côtés des jeunes, des peuples autochtones, des associations de femmes et des mouvements syndicaux, n'a cessé de mettre en garde contre le fait que le sommet s'éloignait des principes de la science, de l'équité et de la justice.

La PACJA met en évidence quatre échecs majeurs qui ont conduit la COP31 à la paralysie:

1. *Recul sur les combustibles fossiles:* la suppression des formulations explicites sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles, parallèlement à la mise en avant de la capture, de l'utilisation et du stockage du carbone (CCUS) à l'échelle des gigatonnes et d'objectifs d'électrification non chiffrés, visait à offrir une bouée de sauvetage aux principaux pollueurs au détriment d'une véritable transition vers les énergies renouvelables. 2. Échec chronique en matière de financement de l'adaptation : bien qu'ils aient reconnu que les pays en développement font face à des besoins d'adaptation dépassant 300 milliards de dollars par an et que les températures mondiales devraient dépasser 1,5 °C, les nations riches ont refusé d'honorer leurs obligations historiques, supprimant le seuil minimal de 120 milliards de dollars par an pour le financement de l'adaptation d'ici 2035 et reportant les décisions à 2027.

2. *Une « transition juste » vide de sens :* au lieu de mettre en œuvre le Mécanisme de transition juste en tant qu'organe constitué et doté de ressources suffisantes, capable de soutenir l'accès aux énergies propres, l'industrialisation verte et la protection des travailleurs dans les pays du Sud, les pays développés ont insisté pour créer un forum de coordination allégé, dépourvu de moyens financiers.

3. *Barrières commerciales unilatérales :* Les pays riches ont continué à promouvoir des mesures commerciales unilatérales liées au climat, telles que les taxes carbone aux frontières, qui pénalisent les exportations africaines et réduisent la marge de manœuvre budgétaire et politique dont les économies africaines ont besoin pour renforcer leur résilience.

Le chemin vers la COP32 à Addis-Abeba commence dès maintenant.

L'Éthiopie s'apprêtant à accueillir la COP32 à Addis-Abeba en novembre 2027, l'ensemble des problèmes de survie en suspens repose désormais entièrement sur le sol africain.

« *Antalya doit servir de signal d'alarme pour les dirigeants africains et la communauté internationale* », a déclaré le Dr Augustine B. Njmanshi, président du Comité des affaires politiques et techniques de la PACJA et directeur exécutif de la Coalition africaine pour l'énergie durable et l'accès à l'énergie (ACSEA). « *Les gouvernements africains ne peuvent pas considérer les promesses multilatérales non tenues comme le fondement de la survie de notre continent. Alors que la COP se tiendra à Addis-Abeba l'année prochaine, l'Afrique ne doit pas devenir le dépotoir des dossiers inachevés de la COP31. Nous devons mobiliser les ressources nationales et régionales, protéger nos écosystèmes et nos communautés, et construire un front continental inébranlable qui exigera, en 2027, des financements publics exécutoires et une véritable justice climatique.*»

La PACJA félicite les négociateurs et les ministres africains d'avoir adopté une ligne de conduite fondée sur des principes face aux mandats sectoriels imposés d'en haut et aux déclarations non financées, et appelle toutes les Parties à mettre à profit les mois à venir pour rétablir la confiance par des actions concrètes plutôt que par une rhétorique creuse.

-FIN-

À propos de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA)
La PACJA est la plus grande coalition continentale pour la justice climatique, regroupant plus de 2 000 organisations de la société civile, mouvements de base, organisations communautaires, groupes confessionnels et réseaux répartis dans 54 pays africains, qui se consacrent à la promotion de la justice climatique, de l'équité et d'un développement durable centré sur les personnes.

Contacts:
Équipe de communication et de relations avec les médias, Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA)

Email: info@pacja.org | Website: www.pacja.org